

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 07/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



SEGRO LOGISTICS SAS

20 rue Brunel
75017 Paris

Références : UD-R-CTESSP-23-038-RP
Code AIOT : 0010600173

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2023 dans l'établissement SEGRO LOGISTICS SAS implanté 5, chemin de la fonderie 69740 Genas. L'inspection a été annoncée le 07/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEGRO LOGISTICS SAS
- 5, chemin de la fonderie 69740 Genas
- Code AIOT : 0010600173
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEGRO LOGISTICS SAS est autorisée à exploiter un entrepôt situé dans le Parc de Genève à Genas par l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2000 modifié. L'établissement est également réglementé par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts.

L'entrepôt est divisé en 6 cellules (1, 1b, 2, 3, 4, 5) et il est occupé par 4 locataires différents.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la précédente visite d'inspection non soldées au jour de la présente visite ;
- étude des flux thermiques modélisés de l'entrepôt.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Convention de rejet des eaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II points 1.6.4	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Vérification périodique systèmes de détection et d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 2 point 6.2.6	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Vérification périodique portes-coupe feu	Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 2 point 6.2.6	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	AP de Mise en Demeure du 16/03/2022, article 1 point 2	Astreinte	30 jours
7	État des matières stockées	AP de Mise en Demeure du 16/03/2022, article 1 point 3	Astreinte	2 mois
9	Matières chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 8	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Local de charges des accumulateurs	Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 3 point 3.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Condition de stockage (1)	Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 3 point 2.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
13	Dispositions constructives (1)	Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 2 point 6.1.3	Lettre de suite préfectorale	6 mois
14	Étude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII-1	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exercice évacuation	AP de Mise en Demeure du 16/03/2022, article 1	/	Sans objet
2	Analyse eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 2 point 4.5.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Aménagement cellule 2	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II points 1.1 et 12	/	Sans objet
12	Condition de stockage (2)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 2-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

Concernant l'arrêté de mise en demeure du 16/03/2022, cette visite d'inspection a permis de relever :

- que l'exploitant respecte le point 1 de l'article 1 (exercice d'évacuation) ;
- que l'exploitant ne respecte pas les points 2 et 3 de l'article 1 (respectivement les documents à disposition des services de secours et état des matières stockées).

En conséquence, l'inspection propose à Madame la préfète :

- d'appliquer une astreinte journalière de 50 euros à la société SEGRO LOGISTICS, jusqu'à satisfaction du point 2 de l'article 1 de la mise en demeure du 16/03/2022 relatif aux documents que l'exploitant doit tenir à disposition des services de secours. La satisfaction de ce point sera justifiée par la transmission à l'inspection de ces documents ;
- d'appliquer une astreinte journalière de 50 euros à la société SEGRO LOGISTICS, jusqu'à satisfaction du point 3 de l'article 1 de la mise en demeure du 16/03/2022 relatif à l'état des stocks.

L'inspection propose également à Madame la préfète une mise en demeure concernant 4 prescriptions non respectées qui avaient déjà été identifiées comme telles lors de la précédente visite d'inspection du 24/01/2022 (vérification des portes coupe-feu, local de charge, dispositions pour les matières dangereuses / chimiquement incompatibles, condition de stockage).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exercice évacuation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/03/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions du point 14 de l'annexe II l'arrêté Ministériel du 11/04/2017 en réalisant, sous 6 mois, un exercice d'évacuation et en transmettant le compte rendu associé. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : L'exploitant a transmis par courrier du 25/04/2022 le compte rendu de l'exercice d'évacuation réalisé le 09/03/2022. Lors de la présente visite, l'exploitant indique qu'il organise dorénavant les exercices d'évacuation alors qu'auparavant chaque locataire était chargé de le faire. L'exploitant a transmis après la visite le compte rendu de l'exercice d'évacuation réalisé en décembre 2022. L'inspection propose à Madame la préfète de lever le point 1 de l'article 1 de la mise en demeure du 16/03/2022. Observation : L'inspection demande à l'exploitant de rechercher des solutions « aux points à améliorer » qui ressortent des exercices d'évacuation et de les mettre en œuvre dans la mesure du possible dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Analyse eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 2 point 4.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées respectent avant rejet dans le bassin d'infiltration les valeurs suivantes : MES 150mg/l ; Hydrocarbures totaux 5mg/l
Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de réaliser, à partir des prochaines analyses des eaux pluviales, les analyses de tous les paramètres imposés par l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant a transmis avant la visite le rapport de contrôles de la qualité des eaux pluviales du site réalisé par DEKRA le 13/05/2022. L'inspection constate que les VLE retenues ne correspondent à celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site (VLE indice hydrocarbures totaux : 5mg/l dans l'arrêté préfectoral vs 10mg/l dans le rapport DEKRA). L'inspection constate que les résultats des mesures sont néanmoins conformes avec les VLE de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

Observation : l'inspection demande à l'exploitant de veiller à prendre en compte les VLE de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site dès la prochaine analyse des eaux pluviales du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Convention de rejet des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II points 1.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.
Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant, sous 6 mois, de faire le nécessaire auprès de la commune de Genas pour obtenir une autorisation de rejet. Avant la visite, l'exploitant a transmis les échanges relatifs à l'établissement de la convention de rejet des eaux avec le Grand Lyon. Ce dernier indique que ce sont désormais la commune de Genas et le Syndicat Intercommunal d'Assainissement Grand Projet (SIAGP) qui ont en charge la délivrance de la convention de rejet du site. Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, de faire le nécessaire auprès de la commune de Genas et/ou le SIAGP pour obtenir une autorisation de rejet, où propose une solution alternative au rejet des eaux pluviales du site en cas d'absence de cette autorisation (infiltration à la parcelle, etc).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Vérification périodique systèmes de détection et d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 2 point 6.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.
Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant, sous 6 mois, de procéder aux travaux permettant de lever les non conformités du système sprinkler et de lui transmettre les justificatifs, notamment le prochain rapport de vérification Q1. Avant la visite, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification semestriel réalisé par SOCOTEC le 28/11/2022. L'inspection constate que certains points de non conformités avec risque de mise en échec précédemment identifiés n'apparaissent pas de ce rapport. Néanmoins il est toujours mentionné que : <i>- "A la lecture de la courbe débitante du groupe motopompe diesel B2, nous constatons que les besoins hydrauliques ne sont pas couverts par celui-ci".</i> L'exploitant indique, comme lors de la précédente visite, contester ce point de non conformité

basé sur une ancienne courbe débitante du groupe motopompe B2. - " <i>Le stockage de type "aérosols inflammables" est incompatible avec le système d'extinction ESFR</i> " Ce point de non conformité est en lien avec le constat n°9 figurant dans ce rapport. Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois, de lever les non conformités relatives aux groupes motopompes diesel B1 et B2 identifiées dans le rapport Q1 de SOCOTEC du 28/11/2022, et de transmettre tous éléments justificatifs (courbe débitante du groupe motopompe diesel B2; tension de démarrage de la batterie n° 1 du groupe motopompe diesel B2 est inférieure de plus de 20% à la tension statique ; fuite importante sur la pompe à eau du groupe motopompe diesel B2)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Vérification périodique portes-coupe feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 6.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.
Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant, à partir de la prochaine vérification des portes coupe feu de toutes les vérifier, y compris celles qui demeurent fermées. Lors de la présente visite, l'exploitant indique avoir condamné l'ouverture des portes coupe-feu qui n'ont pas vocation à être ouvertes et de la sorte estime ne plus avoir de vérification à réaliser sur ces portes. L'inspection indique que le fait de condamner l'ouverture des portes coupe-feu n'empêche pas de devoir vérifier leur intégrité. L'exploitant indique qu'il procédera dorénavant à une vérification des portes coupe-feu condamnées.
Mise en demeure (proposition) : l'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, de vérifier toutes les portes coupe-feu, y compris celles qui demeurent fermées en permanence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/03/2022, article 1 point 2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions du point 3.5 de l'annexe II l'arrêté

<p>Ministériel du 11/04/2017 en rédigeant sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite l'exploitant présente son PDI, dont un plan du site qui représente les 6 cellules avec dans chacune d'elle un pictogramme CLP : « inflammable » pour 5 cellules ; « gaz sous pression » pour une cellule.</p> <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'il n'est pas représenté sur ce plan l'atelier de mécanique présent dans la cellule 4 ; - qu'il est indiqué un pictogramme « inflammable » dans les cellules 4 et 5 alors que l'exploitant indique ne pas stocker de produits inflammables dans ces cellules. <p>L'exploitant indique que le pictogramme « inflammable » des cellules 4 et 5 correspond en fait aux produits inflammables présents dans l'atelier de mécanique (pour mémoire, cet atelier dispose de mur/porte/plafond coupe-feu 2h).</p> <p>En conséquence, l'inspection estime que ce plan est erroné et qu'il est susceptible d'induire en erreur les services de secours.</p> <p>L'exploitant présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les cellules 1 et 1b un plan localisant l'emplacement des produits susceptibles d'être stockés qui mentionne la nature des produits stockés et les dangers associés à ces derniers ; - pour les cellules 3, 4, 5 l'exploitant présente un plan localisant l'emplacement des produits susceptibles d'être stockés qui mentionne les rubriques des produits stockés. <p>L'exploitant indique qu'il n'a pas ce type de plan pour la cellule 2.</p> <p>L'exploitant indique que les plans des cellules avec l'emplacement des moyens de protection incendie est affiché dans les cellules, mais n'a pas de plan(s) à communiquer à ce sujet aux services de secours.</p> <p>En conséquence, l'inspection constate, que l'exploitant n'est pas en capacité de tenir à disposition des services d'incendie et de secours, de plan avec l'emplacement des moyens de protection incendie.</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir rédigé de consigne précise pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux. Néanmoins, l'exploitant indique qu'il estime que la société de télésurveillance et/ou lui même seront sur place avant les services de secours en cas d'incendie. De plus, l'exploitant indique avoir affiché sur le portail d'entrée du site les consignes pour y accéder (n° de téléphone).</p> <p>En conséquence, l'inspection constate que l'exploitant n'est pas en capacité de tenir à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.</p> <p>Astreinte journalière : L'inspection propose à Madame la préfète ordonner le paiement d'une astreinte journalière de 50 euros jusqu'au respect du point 2 de l'article 1 de la mise en demeure du 16/03/2022. La satisfaction de ce point sera justifiée par la transmission à l'inspection de ces documents.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/03/2022, article 1 point 3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est mis en demeure de respecter, sous 2 mois, les dispositions du point 1.4 de l'annexe II l'arrêté Ministériel du 11/04/2017 en tenant à jour un état des matières stockées, dont les modalités sont précisées dans cet arrêté.</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant indique qu'il ne dispose pas d'un état des stocks pour</p>

<p>l'entrepôt, sauf en ce qui concerne les produits dangereux pour les cellules 1, 1b et l'atelier mécanique de la cellule 4. L'exploitant sollicite les locataires des cellules pour récupérer un état des stocks qu'il présente lors de la présente visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les cellules 1 et 1b. Cet état des stocks mentionne les produits dangereux et combustibles (de type 1510). Le locataire de ces cellules indique qu'il peut éditer à la demande un état des stocks du jour comme il vient de le réaliser pour celui présenté. <p>L'inspection constate que cet état des stocks ne permet pas de connaître la nature des produits combustibles (hors produits dangereux) et n'est pas compréhensible pour le public.</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la cellule 3. Cet état des stocks, daté du jour de la visite, est réalisé suivant les rubriques ICPE (1510 /2662 / 2925). <p>L'inspection constate que cet état des stock mentionne la nature des produits et qu'il est compréhensible par le public. Cet état des stock mentionne l'absence de produit dangereux.</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les cellule 2, 4 et 5 l'exploitant ne présente pas d'état des stocks (l'exploitant présente néanmoins, l'état des stocks des produits dangereux présents dans l'atelier de mécanique de la cellule 4). <p>L'inspection n'a pas été en mesure de réaliser de contrôle de cohérence sur les états des stocks présentés, car les estimations des volumes et tonnages se sont avérées trop incertaines au regard de la configuration des stockages.</p> <p>L'exploitant indique actuellement travailler à une solution lui permettant de disposer d'un état des stocks pour l'ensemble de l'entrepôt, qui sera disponible à tout moment.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant dispose d'un état des stocks partiel de l'entrepôt et qui plus est ne répond pas totalement à la prescription visée.</p> <p>Astreinte journalière : L'inspection propose à Madame la préfète ordonner le paiement d'une astreinte journalière de 50 euros jusqu'au respect du point 3 de l'article 1 de la mise en demeure du 16/03/2022.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Aménagement cellule 2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II points 1.1 et 12
Thème(s) : Autre, Conformités des aménagements au porter à connaissance daté du 25/02/2021
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.</p>
<p>Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de lui transmettre un document certifiant l'adéquation du système sprinkler avec l'activité menée dans la cellule 2, et la conformité du système sprinkler.</p> <p>Avant la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection, un courrier du CNPP du 23/02/2022 indiquant que pour viser le certificat N1, une visite complémentaire est à prévoir sur le restant du site.</p>
Observation : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le certificat N1, dès réception.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Matières chimiquement incompatibles / Matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 8
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution du sol
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux « et ne comportent pas de mezzanines ».</p> <p>Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant, sous 4 mois, de respecter les prescriptions contrôlées, et de fournir tous les éléments permettant de le justifier pour les liquides inflammables et les aérosols.</p> <p>L'exploitant indique actuellement travailler sur le sujet et pourvoir mettre en œuvre une solution technique répondant aux exigences de la prescription visée d'ici 6 mois.</p> <p>Mise en demeure (proposition) : L'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, de réaliser les aménagements spécifiques pour les stockages des produits chimiquement incompatibles et les matières dangereuses.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Local de charges des accumulateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La charge des accumulateurs se fera dans un local spécialement réservé à cet effet</p> <p>Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant que la charge des accumulateurs se fasse dans un local spécialement réservé à cet effet.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant indique avoir finalisé le projet de construction d'un local de charge dans la cellule 3, et s'apprête à lancer une consultation pour réaliser sa construction. L'exploitant indique de la construction du local de charge devrait être achevée dans 6 mois.</p> <p>Mise en demeure (proposition) : L'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, que la charge des accumulateurs réalisé dans la cellule 3 se fasse dans un local spécialement réservé à cet effet, dans la mesure où la charge produit de l'hydrogène.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Condition de stockage (1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 3 point 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'aménagement des stockages est fait de sorte que : - La hauteur libre sous poutre reste inférieure ou égale à 10 mètres ; - Une distance minimale entre la base de la toiture ou le plafond et le sommet des blocs de stockage sera maintenue pour assurer un fonctionnement optimum du système de sprinklage ; - Les allées de circulation ont au minimum une largeur de 2.5 mètres
Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de respecter, sous 4 mois, la largeur des allées de circulation (cellules 4 et 5) ou de déposer une demande de modification de la disposition citées de l'arrêté préfectoral. Lors de la présente visite, l'inspection réalise le même constat que lors de la précédente visite, à savoir que dans les cellules 4 et 5 certaines allées de circulation n'ont pas la largeur minimum de 2,5 mètres. Or l'exploitant n'a pas transmis de porter à connaissance sur le sujet. L'exploitant indique avoir un projet de stockage de liquides inflammables dans les cellules 4 et 5 et souhaite réaliser un porter à connaissance commun pour ces deux modifications. Mise en demeure (proposition) : L'inspection demande à l'exploitant de respecter, sous 6 mois, la largeur des allées de circulation (cellules 4 et 5) ou de déposer une demande de modification de la disposition citée de l'arrêté préfectoral (porter à connaissance à envoyer par mail à ddpp-pe@rhone.gouv.fr).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Condition de stockage (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 2-III
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.
Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant sous 1 mois, d'éloigner suffisamment la benne de déchet plastique de l'entrepôt afin qu'elle ne soit pas susceptible de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt. Lors de la présente visite, l'inspection constate que les bennes situées à proximité de l'entrepôt sont équipées d'un système sprinkler.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 2 point 6.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Art 2 Point 6.1.3 : Les bâtiments présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : Murs coupe-feu de degré 2 heures Portes coupe-feu de degré 1 heure</p> <p>Art 2 Point 1.2.1.4 : La façade ouest sera réalisée par un mur autostable, coupe feu de degré 4 heures, dépassant la toiture d'au moins un mètre.</p> <p>Art 3 point 1.2.1.4 Les murs de séparation des cellules sont coupe-feu de degré 4 heures. Les éventuelles portes de séparation sont coupe feu de degré 1 heure et munies de dispositifs de fermeture automatique permettant l'ouverture de l'intérieur de chaque cellule</p>
<p>Constats : L'exploitant indique qu'il ne dispose pas des caractéristiques de résistance au feu des murs / portes de l'entrepôt.</p> <p>Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, de justifier les caractéristiques de résistance au feu des murs (murs extérieurs et murs séparatifs des cellules) et portes séparatives des cellules.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Étude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII-1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p>
<p>Constats : Avant la visite, l'exploitant a transmis une étude de modélisations des flux thermiques de l'entrepôt, réalisée par la société Bureau Veritas le 03/06/2022. Cette étude conclut qu'il n'y a pas de flux thermiques modélisés supérieurs à 8kW/m² qui sortent des limites du site et donc pas de mesures particulières de réduction des flux à mettre en œuvre.</p>

Lors de la présente visite, l'inspection constate que certaines hypothèses de modélisation :

- ne sont pas correctes, notamment pour la cellule 1 (présence de stockage jusqu'au mur Ouest de la cellule), la cellule 4 (stockage au centre de la cellule non pris en compte) ; l'absence de prise en compte de l'atelier de travail mécanique dans la cellule 4 ; la cellule 2 (stockage de palette non pris en compte);
- doivent être confirmées, notamment pour la cellule 5 (hauteur de stockage).

L'inspection rappelle que pour la modélisation des flux thermiques, c'est l'élément présentant la plus faible résistance au feu d'un mur (a priori les portes dans le cas présent) qui confère ses caractéristiques à tout le mur, à moins de pouvoir intégrer dans les hypothèses de la modélisation les caractéristiques réel du mur.

Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, de corriger l'étude de modélisation des flux thermiques de l'entrepôt en prenant en compte les conditions réelles de stockage des produits, et si cela s'avère nécessaire de corriger les caractéristiques de résistance au feu des murs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois